



**Convention de coopération dans le cadre du
“Partenariat International Triangulaire d’Enseignement
Supérieur” (PITES)
soutenu par la Communauté d’Universités et Etablissements
“Université de Lyon”
Création d’un parcours de master en droit délocalisé**

entre

L’Université Lumière Lyon 2 (ci-après ULL2), dont le siège est situé au 18 quai Claude Bernard, 69365 LYON Cedex 07, France, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER

L’Université Jean Moulin Lyon 3 (ci-après UJML3), dont le siège est situé au 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon Cedex 08, France, représenté par son Président, Monsieur Jacques COMBY

L’Université Jean Monnet - Saint-Etienne (ci-après UJM), dont le siège est situé au 10 rue Tréfilerie, CS 92301, 42023 Saint-Etienne Cedex 2, France, représentée par sa Présidente, Madame Michèle COTTIER

et

L’Universidade de São Paulo (ci-après USP), dont le siège est situé à la Rua da Reitoria, 374, CEP 05508-220, Cidade Universitária, São Paulo, SP, Brésil, représentée par le doyen de la Faculté de Droit, Floriano DE AZEVEDO MARQUES NETO.

ci-après désignées comme « les parties »

Préambule

Vu l'accord global signé entre l'Université de Lyon et l'Universidade de São Paulo en 2013 et renouvelé le 28 novembre 2018, le cursus PITES vise à mettre en place une collaboration bilingue et biculturelle franco-brésilienne. Il relève d'une volonté de partenariat entre les établissements d'enseignement supérieur membres de la Communauté d'Universités et Etablissements "Université de Lyon" –, et plus spécialement les universités ULL2, UJML3 et UJM d'une part, et l'USP, d'autre part.

Cette convention de coopération a pour objet de poursuivre la collaboration entre l'USP et les trois établissements français amorcée avec l'accord sur la Licence de Droit PITES signé par les quatre parties en 2014 et par les accords-cadres de coopération bilatéraux signés respectivement :

- entre l'USP et ULL2, le 13/06/2017,
- entre l'USP et UJML3, le 31/08/2018,
- entre l'USP et UJM, le 06/11/2014.

Article 1 / Objectif de la convention

La présente convention a pour objectif de délocaliser, à partir de l'année 2019, la seconde année du diplôme français de Master en Droit, mention Droit des Affaires, parcours Droit économique franco-brésilien (ci-après le Master 2) à destination des étudiants inscrits à la Faculté de Droit de l'USP. Ces étudiants peuvent être issus d'un cursus en droit brésilien ou français.

Dans le cadre de cette formation, les étudiants suivent des enseignements de droit français et de droit brésilien, délivrés par des enseignants des établissements français et de l'USP.

La validation de ces différents enseignements permet aux étudiants d'obtenir ce diplôme français de Master.

Article 2 / Public concerné

Le Master 2 s'adresse aux étudiants inscrits à la Faculté de Droit de l'USP. La capacité d'accueil de ce parcours est fixée, en accord avec l'USP, à vingt-cinq (25) étudiants par promotion.

Article 3/ Conditions d'admission des étudiants de l'USP

Les étudiants issus de l'USP peuvent intégrer cette formation, après avoir obtenu la Licence de Droit délivrée par l'USP ainsi que la Licence de Droit PITES délivrée par l'un des trois établissements du site. À titre dérogatoire et à l'appréciation de la commission pédagogique paritaire (v. *infra*), les étudiants de l'USP ayant seulement une Licence brésilienne de Droit peuvent également postuler.

Au Brésil, la Licence étant un diplôme s'obtenant au bout de cinq (5) années d'études, les étudiants brésiliens peuvent directement intégrer cette formation de Master 2, par équivalence.

La sélection des étudiants se fait au regard de différents critères :

- leur niveau universitaire et leurs résultats académiques antérieurs ;
- leur maîtrise des langues française et anglaise (au minimum, ils doivent justifier du niveau de certification B2 selon le référentiel CECR) ;
- leur motivation ;
- leur projet professionnel.

La liste définitive des étudiants sélectionnés est définie par la commission pédagogique paritaire, réunissant les coordonnateurs pédagogiques de la formation listés en Annexe 1 et un représentant des doyens des Facultés de Droit de chacun des partenaires.

Article 4/ Conditions d'admission des étudiants des universités françaises

Les étudiants issus des universités françaises peuvent intégrer cette formation, après avoir validé un Master 1 de Droit ou équivalent.

Les prérequis attendus de ces étudiants sont :

- leur niveau universitaire et leurs résultats académiques antérieurs ;
- leur maîtrise de la langue anglaise (au minimum, ils devront justifier du niveau de certification B2 selon le référentiel CECR) ;
- leur connaissance minimale de la langue portugaise (au minimum, ils doivent justifier du niveau de certification B1 selon le référentiel CECR) ;
- leur motivation ;
- leur projet professionnel.

La liste définitive des étudiants sélectionnés est définie par la commission pédagogique paritaire, réunissant les coordonnateurs pédagogiques de la formation listés en Annexe 1 et un représentant des doyens des Facultés de Droit de chacun des partenaires.

Article 5 / Inscriptions dans le cursus

5.1 Modalités

Les étudiants brésiliens doivent effectuer une double inscription de la manière suivante :

- l'inscription principale se fait à l'USP ;
- la seconde inscription se fait au sein d'une seule université française pendant l'année de la formation.

Les étudiants brésiliens admis dans le cursus sont répartis de manière équitable entre les trois établissements français. Les coordinateurs pédagogiques listés en Annexe 1 sont garants de cette répartition équitable.

Les étudiants issus des universités françaises effectuent leur inscription de la manière suivante :

- l'inscription principale se fait dans leur établissement d'origine ;
- la seconde inscription se fait à l'USP.

5.2 Frais d'inscriptions

Les étudiants de l'USP sont exonérés des frais d'inscription dans l'établissement français auquel ils sont affectés pendant l'année du Master 2. Les étudiants de l'USP inscrits dans ce cursus ne sont pas non plus assujettis à la Contribution Vie Étudiante et de Campus (CVEC).

Les étudiants des trois établissements français sont normalement redevables des droits d'inscription nationaux français et de tous les frais liés à une inscription en Master 2 en France (dont la CVEC).

Article 6 / Modalités pédagogiques

6.1 : Programme

Le cursus du master 2 se déroule sur une année universitaire.

Les parties définissent, en Annexe 2, les maquettes d'enseignements concernées par ce diplôme.

Les enseignements sont dispensés par des professeurs provenant des quatre universités partenaires en anglais, en français ou en portugais.

6.2 : Modalités d'examens

Afin d'obtenir leur diplôme, les étudiants de ce cursus doivent remplir les exigences fixées respectivement par les parties. Le choix du type d'examen est défini par les enseignants en liaison avec les coordinateurs pédagogiques du programme avant le début de la formation. Chaque partie veille à leur conformité par rapport à la maquette du diplôme et aux modalités

fixées pour les examens par le règlement général des études des établissements co-accrédités.

Plus spécifiquement, le stage fait l'objet d'un rapport de stage donnant lieu à soutenance. La visio-conférence est possible. Le mémoire de recherche, dirigé par un enseignant du programme, fait, lui aussi, l'objet d'une soutenance orale qui peut être organisée en visio-conférence.

La note de mémoire est arrêtée à l'issue d'une soutenance orale par un jury composé d'un enseignant de l'un des trois établissements du site et d'un enseignant de l'USP.

La note moyenne de stage et la note moyenne de mémoire sont composées comme suit :

- une note de soutenance (50 % de la note moyenne) ;
- une note de rapport de stage ou de mémoire attribuée par l'enseignant de l'un des trois établissements du site (50 % de la note moyenne).

6.3 : Jury d'examen

Les parties s'engagent à mettre en place un jury d'examen commun aux trois établissements co-habilités qui délibère sur les résultats des étudiants inscrits. Le jury comprend au minimum les coordonnateurs pédagogiques de la formation et les enseignants qui sont intervenus dans ladite formation (v. art. 11).

Article 7 / Diplôme délivré

Les établissements français délivrent le diplôme de Master en Droit, mention Droit des Affaires, parcours Droit économique franco-brésilien.

Article 8 / Désignation des enseignants

Les coordonnateurs pédagogiques des parties proposent aux doyens des Facultés de Droit une liste commune d'enseignants issus des quatre universités partenaires pour participer à la formation.

Les doyens des Facultés de Droit des trois universités françaises sont les garants d'une juste répartition dans la mobilité de leurs enseignants-chercheurs.

Article 9/ Mobilité des enseignants des trois établissements français

Ce programme met en place une mobilité des enseignants des universités françaises signataires vers le Brésil.

La durée indicative du séjour des enseignants est de deux à trois semaines, selon les exigences du calendrier universitaire brésilien.

Les enseignants ont un statut de « *Professores visitantes* » et doivent séjourner sur place pendant la durée de leur enseignement. Le logement reste à la charge financière de l'enseignant.

Pour couvrir leurs frais de mission, les enseignants des universités françaises perçoivent une indemnité *per diem* de la part de l'USP, selon les modalités définies en annexe 3.

Article 10 / Engagements respectifs

10.1 : Financements

Les partenaires s'engagent à se tenir mutuellement informés des recherches de financements en cours.

Les dépenses retenues d'un commun accord, dans le cas où il n'existerait pas de fonds expressément octroyés, extérieurs aux universités, sont à la charge des parties directement impliquées dans l'initiative, de manière équitable sur la durée du cursus.

10.2 : Suivi et coordination

Afin d'assurer un suivi et une coordination de ce projet, les parties s'engagent à respecter les modalités suivantes :

Les établissements français s'engagent à :

- assurer le bon déroulement et le suivi du cursus PITES par les coordinateurs pédagogiques
- envoyer leurs enseignants pour dispenser les modules de cours prévus dans les maquettes pédagogiques
- assurer les enseignements et respecter les obligations pédagogiques
- procéder aux inscriptions administratives des étudiants sélectionnés dans ce cursus
- donner l'accès aux étudiants du programme aux ressources numériques des universités françaises d'inscription, dans la mesure des capacités techniques de ces dernières.
- délivrer le diplôme français de Master 2 en cas de réussite aux examens

L'USP s'engage à :

- veiller à la bonne exécution du programme
- désigner des enseignants de l'USP qui interviendront dans ce programme

- faciliter l'hébergement des enseignants missionnés par les universités françaises
- prendre en charge les billets d'avion des enseignants des universités françaises missionnés pour ce programme
- garantir les indemnités *per diem* des enseignants missionnés par les universités françaises
- communiquer chaque année aux universités françaises une information sur les indemnités qui auront été versées aux enseignants pour couvrir leurs frais de mission.
- prendre en compte les enseignements effectués par les enseignants de l'USP au sein du master 2 dans leur régime de travail.
- mettre à la disposition les locaux nécessaires à la réalisation des enseignements et des examens
- envoyer aux partenaires français la liste des étudiants sélectionnés
- communiquer les informations administratives et envoyer les notes au terme des examens
- assurer les enseignements et respecter les obligations pédagogiques.

Article 11 / Gestion du diplôme

Ce diplôme de Master 2 est géré par la Faculté de Droit de l'Université Lumière Lyon 2, la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et la Faculté de Droit de l'Université Jean Monnet-Saint-Etienne pour les aspects pédagogiques et les services des Relations Internationales des trois établissements pour les aspects administratifs, logistiques et financiers.

Il est créé un comité de suivi du programme comprenant le représentant de chaque partenaire ou son délégué, les responsables français et brésiliens de la formation.

Il peut inviter, à titre consultatif, toute personne utile à ses travaux.

Le comité de suivi se réunit au moins une fois par an et a pour fonctions principales :

- de déterminer les orientations et les modalités pratiques de la formation,
- de veiller au bon déroulement du programme,
- d'effectuer un bilan annuel de la formation.

Article 12 / Protection des données personnelles

Chaque institution s'engage à préserver la confidentialité des données personnelles communiquées dans le cadre des différentes activités de coopération, objet de cet accord. Chacune doit s'assurer d'obtenir des enseignants-chercheurs et des étudiants en échange leur consentement préalable à la communication de toute information personnelle à l'autre institution.

Les parties s'engagent à conserver les données personnelles ainsi transmises pour la durée strictement nécessaire aux activités concernées.

Article 13 / Contacts référents

La mise en œuvre de ce cursus est coordonnée par l'ensemble des établissements signataires. Les contacts pédagogiques et administratifs sont précisés en Annexe 1.

Article 14 / Durée et validité

La présente convention entre en vigueur après signature de l'ensemble des parties. Elle est valable pour une durée de cinq (5) ans. La dénonciation de cette convention ou l'adoption d'un avenant est par ailleurs possible dans l'hypothèse où les accréditations délivrées aux établissements français impliqués seraient modifiées ou non renouvelées.

Toute modification de la présente convention est soumise à l'approbation écrite des parties.

La présente convention peut être renouvelée expressément par les parties, au moins six mois avant son expiration. L'évaluation du développement et de la qualité de la coopération réalisée est prise en compte lors de ce renouvellement.

En cas de litige, les parties s'engagent à favoriser le dialogue et trouver des solutions à l'amiable. Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de cette convention de coopération qui n'aurait pu être résolu à l'amiable est porté devant la juridiction territoriale compétente.

Chacune des parties peut dénoncer la présente convention dans un délai de six mois par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que cette dénonciation ne remette en cause les actions de coopérations engagées.

Article 15 / Versions

La présente convention est rédigée en quatre (4) exemplaires de chaque version, en langue portugaise et en langue française, de forme et de contenu équivalents.

Chaque partie conserve une version française et portugaise de la convention.

Signé à Saint-Etienne, le	Signé à Lyon, le
<p>Pour l'Université Jean Monnet - Saint-Etienne</p> <p>La Présidente Michèle COTTIER</p>	<p>Pour l'Université Lumière Lyon 2</p> <p>La Présidente Nathalie DOMPNIER</p>

Signé à Lyon, le	Signé à São Paulo, le
<p>Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3</p> <p>Le Président Jacques COMBY</p>	<p>Pour la faculté de droit de l'Universidade de São Paulo</p> <p>Le Doyen Floriano DE AZEVEDO MARQUES NETO</p>

Annexe 1 : Contacts référents

A/ Coordonnateurs pédagogiques :

Pour l'Université Lumière Lyon 2 :

Madame Sylvie BERNIGAUD

Maître de conférences en droit privé, Habilitée à diriger des recherches

Faculté de Droit et de Sciences Politiques

Sylvie.bernigaud@univ-lyon2.fr

Tél: +33 4 78 69 76 24

&

Monsieur Guillaume PROTIERE

Maître de conférences de droit public HDR

Faculté de Droit et Science politique

guillaume.protiere@univ-lyon2.fr

Tél. : + 33 4 78 69 71 06

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 :

Madame Caroline CHAMARD-HEIM

Professeure agrégée de droit public

Faculté de Droit, Institut d'études administratives (IEA)

Caroline.chamard-heim@univ-lyon3.fr

Tél: +33 6 811 804 54

Pour l'Université Jean Monnet – Saint-Etienne :

Monsieur Aurélien ANTOINE

Professeur agrégé de droit public

Faculté de Droit de Saint-Étienne

aurelien.antoine@univ-st-etienne.fr

Tél: +33 4 77 42 13 60

Pour l'Universidade de São Paulo:

Monsieur Fernando MENEZES DE ALMEIDA

Professeur titulaire de droit public

Faculté de Droit, Département de droit de l'Etat

fmenezes@usp.br

Tél : +55 11 31 11 40 10

B/ Contacts administratifs :**Pour l'Université Lumière Lyon 2 :**

Madame Clotilde PESCHET

Chargée des accords de coopération internationale

Direction des relations internationales

bilateral.agreements@univ-lyon2.fr

Tél: +33 4 78 69 70 52

&

Madame Silvy LETUE

Service des relations internationales

Faculté de Droit Julie-Victoire Daubié

silvy.letue@univ-lyon2.fr

Tél : + 33 4 78 69 72 62

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 :

Madame Valérie TEMPERE

Responsable Pôle programmes délocalisés

Service des relations internationales

valerie.tempere@univ-lyon3.fr

Tél. : +33 4 78 78 72 52

Pour l'Université Jean Monnet – Saint-Etienne :

Monsieur Thomas GUILLOBEZ

Chargé de coopération internationale

Direction de l'International

thomas.guillobez@univ-st-etienne.fr

Tél: +33 4 77 43 79 67

Pour l'Universidade de São Paulo:

Monsieur Fabio MOLINA

Faculté de Droit, Commission de Coopération Internationale et Nationale

ccinnfd@usp.br

Tél: +55 11 31 11 40 99

Annexe 2 : Annexe pédagogique

A / Maquette du Master 2, mention Droit des Affaires, parcours Droit Economique franco-brésilien

1^{er} semestre

MATIERES	NOMBRE D'HEURES	CREDITS
UE 1 Régulation et réglementation du marché	70 h	10
<i>Régulation publique des marchés</i>	25 h	3
<i>Activités économiques des personnes publiques</i>	25 h	4
<i>Droit des pratiques anticoncurrentielles</i>	20 h	3
UE 2 Gestion des externalités du marché	70 h	10
<i>Droit des pollutions et des nuisances</i>	25 h	4
<i>Responsabilité sociale de l'entreprise</i>	20 h	3
<i>Droit pénal des affaires</i>	25 h	3
UE 3 Encadrement du commerce international	70 h	10
<i>Droit international économique</i>	25 h	4
<i>Contentieux et arbitrage international</i>	20 h	3
<i>Douane, droit fiscal et droit des transports franco-brésilien</i>	25 h	3
TOTAL S1	210 h	30 ECTS

2^{ème} semestre

MATIERES	NOMBRE D'HEURES	CREDITS
UE 4 Professionnalisation	/	15
<i>Stage en entreprise (d'une durée de 3 à 6 mois)</i>	/	15
UE 5 Recherche	10 h	15
<i>Méthodologie de la Recherche</i>	10 h	1
<i>Mémoire</i>	/	15
TOTAL S2	10 HEURES	30 ECTS
TOTAL S1 + S2	220 h	60 ECTS

B / Dispositions relatives au stage

Les étudiants non salariés doivent obligatoirement effectuer un stage d'une durée minimum de 3 mois et d'une durée maximum de 6 mois. Durant le stage, l'étudiant remplit une mission spécifique et prend en charge tout ou partie d'un projet défini par la structure d'accueil.

Annexe 3 : Modalités indemnitaires

Valeurs sept. 2017

3.1 Coût par année du Master 2 en droit PITES (sur la base de 5 missions)

- Frais de déplacement (pris en charge par l'USP selon les règles du programme PROEX, de la Fondation CAPES, du Ministère de l'Education du Brésil) : 5 000 €
- Indemnité *Per diem* pour les enseignants missionnés par les universités françaises (pris en charge par l'USP) : 260 \$US par jour changeable selon les règles du programme PROEX, de la Fondation CAPES, du Ministère de l'Education du Brésil
- Prise en compte des enseignements effectués par les enseignants de l'USP au sein du master 2 dans leur régime de travail.

3.2. Recettes afférentes au Master en droit PITES

- Gratuité de l'inscription pour les étudiants de l'USP
- Droits inscription pour les étudiants des universités françaises
- Recherche de subventions publiques ou privées pour couvrir les frais de déplacement

3-3. *Per diem*

Les enseignants des universités françaises perçoivent de la part de l'USP des indemnités *per diem* destinés à couvrir les frais de mission. Le montant de ces indemnités *per diem* est fixe et correspond à 260 \$US par jour.